

## Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public – publication de l'indice de perception de la corruption (CPI) 2021

### De grands chantiers pour la lutte anticorruption, aussi en Suisse

**Berne, le 25 janvier 2022 – Bien qu'elle continue à faire bonne figure dans le dernier indice de la perception de la corruption dans le secteur public (CPI: Corruption Perceptions Index) de Transparency International, la Suisse recule du troisième au septième rang et reste, une fois de plus, loin du sans faute. En outre, elle présente de graves lacunes dans des domaines qui ne sont pas représentés dans l'indice, comme la lutte contre le blanchiment d'argent, les dispositions légales en matière de lobbying et la protection des lanceurs-euses d'alerte.**

L'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index [CPI]) dans le secteur public est établi sur la base des appréciations des expert-e-s du monde scientifique et des milieux économiques. Cet indice ne mesure pas la corruption effective dans le secteur public, mais uniquement la perception de la vulnérabilité à ce phénomène, et n'englobe pas non plus la corruption dans le secteur privé. Plus il est élevé, moins un pays est vulnérable à la corruption.

Le CPI 2021 porte sur 180 pays. Cette année, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande se partagent la première place, tandis que la Syrie, le Soudan du Sud et la Somalie ferment à nouveau la marche. Malgré certains progrès, l'indice brosse un tableau sombre : plus de la moitié des pays étudiés n'atteignent encore pas 50 points sur un maximum de 100.

La Suisse figure toujours parmi les dix premiers pays, mais recule du troisième au septième rang. Elle totalise 84 points sur 100, soit un recul d'un point par rapport à 2020, alors que d'autres pays se sont maintenus au même niveau ou, dans le cas de la Finlande et de la Norvège, ont même progressé et dépassé la Suisse, qui reste, une fois de plus, loin des meilleures notes possibles, d'environ 20% pour certains domaines.

Martin Hilti, directeur de Transparency Suisse, souligne dès lors l'urgence des mesures: *«En matière de lutte contre la corruption dans le secteur public, la Suisse est une nouvelle fois loin du sans faute et se voit même dépassée par d'autres pays. Nous devrions donc enfin combattre le népotisme, toujours très répandu, et améliorer nos dispositifs visant à éviter les conflits d'intérêts. Il ne faut pas non plus oublier de graves lacunes dans des domaines dont l'indice ne tient pas compte, en particulier en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de réglementation et transparence du lobbying politique et de protection des lanceurs-euses d'alerte. Ces domaines appellent de nettes améliorations à bref délai.»*

Le classement CPI 2021 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites [www.transparency.org](http://www.transparency.org) et [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr).

#### Contact médias:

Martin Hilti, directeur  
Transparency International Suisse  
Tél.: +41 (0)31 382 35 50  
Courriel: martin.hilti@transparency.ch

**Au sujet de l'indice de perception de la corruption de Transparency International:** Créé en 1995 pour être l'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perception Index (CPI) est actuellement établi pour 180 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de sept à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

###

Transparency International Suisse (Transparency Suisse) est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. Transparency Suisse prévient et combat la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. Transparency Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr)